

Déclaration de Harold Wilson (Londres, 9 juin 1975)

Légende: Le 9 juin 1975, Harold Wilson, Premier ministre britannique, commente devant la Chambre des Communes les résultats du référendum sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans les Communautés européennes.

Source: Problèmes politiques et sociaux: Articles et documents d'actualité mondiale : Le référendum européen en Grande-Bretagne (5 juin 1975). dir. de publ. Serre, Françoise de la; Leruez, Jacques. 22.08.1975, n° 265. Paris: La Documentation française. "Déclaration de Harold Wilson (Londres, 9 juin 1975)", p. 38.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_harold_wilson_londres_9_juin_1975-fr-b5957a65-a835-4c13-b081-4f604798a9f8.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Déclaration de Harold Wilson (Londres, 9 juin 1975)

« Prime Minister's referendum statement » [Déclaration du Premier ministre devant la Chambre des Communes au sujet du référendum]. *London Press Service, verbatim service 120/75*, 9 juin 1975. – Traduit de l'anglais par *La Documentation Française*.

Avec votre permission, M. le Président, j'aimerais faire une déclaration.

Comme la Chambre le sait, jeudi dernier, le peuple britannique a décidé par un vote de demeurer dans la Communauté européenne.

Ce qui nous a tous frappés, ainsi que nos amis d'Europe, du Commonwealth et du reste du monde, c'est non seulement le haut degré de participation au scrutin et la nature claire et sans équivoque de la décision, mais également la répartition uniforme du « oui » dans presque tous les comtés et régions du Royaume-Uni.

Il y a maintenant près de 14 ans – c'était en juillet 1961 – que le gouvernement britannique a demandé à entamer des négociations pour entrer dans la Communauté.

La question de l'adhésion a provoqué des clivages indépendants des oppositions partisans habituelles, et le gouvernement reconnaît que, d'un côté comme de l'autre, les opinions se sont exprimées avec une profonde sincérité. Maintenant le débat est clos. Les deux conditions prévues dans notre manifeste – succès de la renégociation et approbation expresse de la majorité du peuple britannique – ont été remplies. La décision historique est prise. J'espère que cette Assemblée et le pays dans son ensemble suivront l'exemple que le gouvernement a l'intention de donner, en oubliant nos différends passés et en unissant nos efforts pour jouer à fond et de manière constructive notre rôle dans toutes les politiques et toutes les activités de la Communauté.

Je sais parfaitement que la période de la renégociation et du referendum a été difficile pour les autres membres de la Communauté. Je rends à nouveau hommage à l'esprit constructif dans lequel ils ont traité les propositions qui ont fait l'objet de la renégociation. Dans la déclaration qu'il a faite au Conseil des ministres, à Luxembourg, le 1^{er} avril 1974, au début de la renégociation, mon collègue, le ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth, a dit que, si celle-ci aboutissait, apparaîtrait alors « une base solide permettant à la Grande-Bretagne de rester membre d'une Communauté plus forte ». Aujourd'hui, je le déclare à nos partenaires européens, nous sommes prêts à poursuivre nos efforts communs pour promouvoir les intérêts supérieurs de la Communauté et développer chez les Etats membres une conscience plus élevée de leur mission.

J'aimerais aussi faire savoir à nos amis et alliés du Commonwealth qui ont clairement exprimé l'espoir de nous voir demeurer dans la Communauté – de même qu'à tous les pays en voie de développement – que nous comptons, grâce à la décision nette prise jeudi dernier par l'électorat britannique, enrichir encore nos rapports avec eux.

J'ai déjà fait connaître l'attitude générale du gouvernement à l'égard des politiques de la Communauté. Mais il résulte également de notre décision de rester membres de la Communauté que notre pays doit être pleinement représenté dans toutes les institutions communautaires. J'ai déclaré que, si la renégociation aboutissait et si notre recommandation était approuvée par le pays, il serait juste, à notre avis, que cette Assemblée fût représentée à part entière au Parlement européen. Nous allons à présent faire une recommandation à cet effet aux députés travaillistes à Westminster.

Les membres de cette Assemblée ont probablement pris note des déclarations dans lesquelles le secrétaire général du Trades Union Congress et le président du comité international du T.U.C. ont annoncé que, maintenant, le T.U.C. envisage de participer sans réserve au mouvement ouvrier européen, ce qui ne peut avoir pour autre effet que de renforcer le mouvement syndical dans l'ensemble de la Communauté et ici même en Grande-Bretagne.

Le résultat de la bataille engagée pour résoudre nos difficultés économiques internes et externes dépend

essentiellement de nos propres efforts. Mais, maintenant que nous avons mis fin à l'incertitude concernant notre adhésion à la C.E.E., nous sommes en mesure de poursuivre avec un optimisme accru notre lutte contre les grandes difficultés, intérieures et internationales, auxquelles nous nous heurtons.

Cette décision, j'en suis sûr, inspirera confiance aux étrangers qui envisagent d'investir en Grande-Bretagne. Certains signes prouvent que c'est, en effet, ce qui est déjà en train de se produire.

Nous sommes mieux placés pour améliorer notre propre situation économique et contribuer à la création d'un ordre économique mondial plus équitable, si nous occupons une position ferme dans la Communauté. C'est le cas maintenant et nous sommes décidés à mettre à profit ces circonstances. Notre avenir, cependant, continue à dépendre des efforts que nous sommes prêts à fournir, de nos compétences, de notre technologie – et de notre modération, modération qui prouvera le souci que nous avons des intérêts des membres les moins favorisés de notre communauté nationale.